

Battre Giscard imposer des changements par nos luttes

Giscard d'Estaing ne doit pas être réélu. Que signifierait en effet la réélection de celui qui est le candidat des grands monopoles capitalistes? D'abord, elle se traduirait immédiatement par la poursuite et l'amplification de l'offensive patronale contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. Giscard réélu, nous l'avons déjà dit, fera pire que Giscard. Des projets sont en place, prêts à entrer en application. A commencer par le VII^e Plan. Celui-ci prévoit la poursuite des licenciements en masse dans le cadre de la restructuration générale de l'économie capitaliste française. La grande bourgeoisie, en position de force dans son attaque contre les travailleurs, aurait le champ libre pour renforcer encore ses coups, sans attendre.

La réélection de Giscard d'Estaing cela signifierait, immédiatement, le développement du racisme d'Etat, avec son cortège d'expulsions, d'agressions, de violences policières, d'attentats racistes. Giscard d'Estaing a été extrêmement clair; ce sont des centaines de milliers de travailleurs immigrés qui seraient expulsés après avoir été jetés au chômage, leur droit aux indemnités étant supprimé.

La réélection de Giscard d'Estaing ce serait également la poursuite de la remise en cause des libertés. Pour imposer la restructuration capitaliste, les licenciements, la baisse du pouvoir d'achat, le pouvoir aura recours à la répression. Il a pour cela une arme toute prête: la loi Peyrefitte. Dès que ce qui n'était alors qu'un projet a été connu, nous avons dit qu'il s'agissait là d'une arme de guerre contre les travailleurs. Avec ce qui est maintenant une loi, Giscard veut pouvoir criminaliser, assimiler à de la délinquance les actes de résistance de la classe ouvrière.

La réélection de Giscard d'Estaing, ce sera le maintien en prison de ceux que nous n'avons jamais oubliés, les emprisonnés politiques. Avec Giscard, le recours à la Cour de sûreté de l'Etat est devenu la règle; cette juridiction d'exception est devenue l'instrument de la répression contre les opposants.

Soyons sûrs qu'il est bien décidé à continuer en ce sens.

Voilà ce que signifierait la réélection de Giscard. Bien sûr, la classe ouvrière, ses militants les plus conscients résisteront, se battront, et nous ne serons pas les derniers dans ce combat. Mais il faut avoir le courage de regarder les choses en face. Les travailleurs sont en position de défensive; contrairement à ce qu'ont prétendu certains, il n'y a pas d'offensive de la classe ouvrière. La réélection de Giscard signifierait de nouveaux et graves revers pour les travailleurs. D'autant plus qu'elle ne manquerait pas de s'accompagner de démolition, du développement du pessimisme dans les rangs des travailleurs. Voilà pourquoi il faut que Giscard soit battu; il y a là un réel enjeu pour la lutte des classes dans les mois et les années à venir.

Face à Giscard, il y a François Mitterrand. Nous n'avons jamais eu et nous n'avons aucune confiance en cet homme et en la politique qu'il représente. Pourquoi? Ministre sous la IV^e République, il fut avec ses amis de la SFIO un de ceux qui prirent la responsabilité de la très sale guerre d'Algérie. Nous n'oublions pas ceux, à jamais nos camarades, qui furent exécutés en ces temps-là où François Mitterrand était ministre. Et il n'a jamais renié ce passé, jamais prononcé d'autocritique à ce sujet. On ne peut donc avoir confiance en cet homme.

Il s'est entouré d'hommes qui sont ses conseillers. Il y a, parmi eux, M. Pierre Dreyfus. Cet homme-là, il y a 9 ans, était PDG des usines Renault quand notre camarade Pierre Overney fut abattu par un tueur de la milice patronale. Ce nouveau conseiller de François Mitterrand avait alors couvert le crime. Nous n'oublions pas.

Dans des pays voisins de la France, en Allemagne, en Italie par exemple, les amis politiques de François Mitterrand sont actuellement au pouvoir. Ils y mènent une action qui n'est pas plus conforme aux intérêts des travailleurs de ces pays que celle de Giscard d'Estaing.

Voilà quelques raisons qui nous ont conduit à refuser de donner

carte blanche à François Mitterrand.

Nous avons posé dix questions à François Mitterrand, pour éclairer le contenu de la politique qu'il entendait suivre. Dix questions qui recouvrent des mesures qui, à notre avis, traduiraient l'amorce d'un réel changement de politique dans le sens des intérêts des travailleurs. Les prises de position qui sont les siennes, sur de nombreux points, montrent qu'il ne faut pas attendre de sa seule élection l'entrée en vigueur de réformes et de revendications conformes aux intérêts des travailleurs. A aucun moment, au cours de sa campagne, François Mitterrand n'a dit: Je ne gouvernerai pas avec des forces et des hommes qui ont soutenu l'action de Giscard d'Estaing. Il faut être convaincu que François Mitterrand n'exclut pas une telle éventualité qui tourne, de toute évidence, le dos aux intérêts des travailleurs. François Mitterrand ne s'est pas engagé à satisfaire les revendications les plus urgentes des travailleurs face à un patronat qui continuera à vouloir renforcer l'exploitation des travailleurs. Il n'a pas dit: Je m'engage résolument aux côtés des travailleurs face au CNPF. Il prône l'ouverture de négociations syndicats-patronat, en ordre dispersé. Il veut mettre en œuvre la concertation non la satisfaction des revendications. François Mitterrand prétend jouer un rôle d'arbitre entre les exploités et les exploités; rôle impossible dans la lutte de classe. En refusant de faire face au patronat, de lui imposer les revendications ouvrières, Mitterrand est condamné à faire la politique du patronat à plus ou moins brève échéance, comme le fait la social-démocratie dans certains grands pays capitalistes. La collaboration de classe qu'il veut développer ne peut profiter qu'aux capitalistes. Car, tandis qu'elle désarme les travailleurs, en leur faisant abandonner l'action au profit de la concertation, le patronat, lui, poursuit son action et en temps de crise plus que jamais.

Néanmoins, il a pris certains engagements dans le domaine des libertés et des droits des travailleurs immigrés. Il s'est engagé à abroger toute une série de mesures

et de lois, de dissoudre certains organes de répression. Ces engagements sont à enregistrer et à prendre en compte.

Il faut battre Giscard, mettre en échec le candidat du grand capital. Il n'y a là ni soutien ni illusion sur la politique que Mitterrand mettrait en œuvre; il y a la nécessité de chasser Giscard d'Estaing.

L'élection de François Mitterrand créera, pour le combat des travailleurs, des conditions différentes de celle de la réélection de Giscard. Dans un tel cas, l'offensive du grand capital se trouverait nécessairement mise dans des conditions moins favorables. Les changements d'équipe gouvernementale, la préparation d'élections législatives, le temps nécessaire à la définition d'orientations économiques et politiques, marqueront nécessairement un temps de pause.

Ajoutons-y que la défaite de Giscard redonnerait espoir aux travailleurs qui, enfin, auraient obtenu une victoire. Et l'état d'esprit des travailleurs n'est jamais sans conséquence sur le déroulement de la lutte des classes. Ainsi serait créée une situation plus propice à la défense des intérêts des travailleurs face au CNPF.

Mais attention! Giscard battu, il faudra réunir le maximum de conditions pour mettre à profit la situation. Il faudra que les travailleurs engagent l'action contre le patronat. Car, si Mitterrand est élu, le CNPF sera toujours là, l'Etat continuera à être infesté par les hommes qui ont fait la politique de Giscard. Les uns et les autres feront tout pour continuer à combattre les travailleurs et leur imposer l'exploitation; ils chercheront à gagner du temps pour éviter des concessions trop importantes avant de repasser à l'attaque. C'est donc sans attendre qu'il faudra passer à l'action.

Comme dit le proverbe: «il faut battre le fer tant qu'il est chaud!»

Voilà pourquoi, le 10 mai il faut chasser Giscard.

Le 27 avril 1981
Le Secrétariat politique
du PCML